PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 27 JANVIER 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-sept janvier à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale du vingt-cinq novembre deux mil vingt-quatre, sous la présidence de M. Monaldeschi, Maire.

Etaient présents : 16 : M. Monaldeschi, Mme Gaspar, M. Laurent, Mme Ricou, M. Neumann, M. Beck, M. Toussaint, Mme Georges, M. Chatignon M. Ledrich, Mme Motsch, M. Calvet, Mme Portuese, Mme Mairel, Mme Jarosik, M. Sittler ---

Représentés : 01 : Mme Humbert par M. Monaldeschi, -----

Absents excusés : 00 : -----

Absents non excusés : 03 : M. Boussein, M. Leclerq, M. Locart-----

Secrétaire : M. Neumann -----

2025-001 : FINANCES LOCALES – Plan de financement pour travaux de mise en conformité électrique et de créations d'éclairages (éclairage public)

Vu le projet de travaux de mise en conformité électrique et de créations d'éclairages (éclairage public) se déclinant ainsi :

- Installation d'un éclairage au stade : 21 012,00 € HT
- Création éclairage parcours piétonnier du gymnase : 3 540,00 € HT
- Installation de 3 poteaux d'éclairage public rue Lay St Remy : 5 665,00 € HT
- Mise aux normes de l'installation électrique au gymnase : 3 760,00 € HT

Pour un montant total de 33 977,00 € HT

Vu le règlement de la DETR 2025,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

ACCEPTTE le plan de financement suivant

AUTORISE le Maire à solliciter les différents financeurs afin d'obtenir une subvention pour les travaux de mise en conformité électrique et de créations d'éclairages (éclairage public) et à signer tout acte utile à ce dossier.

<u>Dépenses HT</u>		<u>Recettes HT</u>	
Eclairage stade	21 012,00	DETR (30 % de 33 977,00 € HT)	10 193,00
Création éclairage parcours piétonnier gymnase	3 540,00		
Installation 3 poteaux EP rue Lay St Remy	5 665,00		
Mise aux normes installation électrique gymnase	3 760,00	Fonds propres	23 784,00
TOTAL	33 977,00	TOTAL	33 977,00

2025-002 : FINANCES LOCALES – Convention « bons de naissance » avec la Caisse d'Épargne

Vu la convention proposée par la Caisse d'Épargne qui a pour objet de définir les conditions d'octroi des bons de naissance et sa durée (3 ans),

Considérant que la Caisse d'Épargne offre un bon de naissance d'une valeur de 20 € aux parents des nouveau-nés de la commune qui ouvrent un livret A dans une de leur agence

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à signer la convention avec la Caisse d'Épargne.

2025-003 : COMMANDE PUBLIQUE Renouvellement de la convention pour l'instruction des demandes d'autorisation du droit des sols pour la période 2025-2027

La Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové dite « loi ALUR » a confirmé le désengagement de l'État dans l'instruction des autorisations d'urbanisme, depuis le 1^{er} juillet 2015, pour les communes d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale regroupant 10 000 habitants ou plus.

Cette situation a conduit les communes du territoire toulais à rechercher une solution de mutualisation des moyens de cette activité. Il ne paraissait pas envisageable que chacune se dote d'un service propre compte tenu de la disparité du nombre de dossiers chaque année, de la diversité des compétences nécessaires et de l'organisation technique à déployer pour gérer tous les types de demandes.

Par application de l'article R 423-15 du Code de l'urbanisme, l'autorité compétente peut charger des actes d'instruction les services d'une autre collectivité territoriale.

L'article L.5221-1 du Code général des collectivités territoriales, permet la constitution d'un groupe de coopération intercommunale réunissant les communes autour d'une entente sur les objets d'utilité communale compris dans leurs attributions et qui les intéressent.

Il en résulte donc que des conventions peuvent être conclues entre plusieurs communes pour assurer la mise en œuvre d'une mission d'utilité publique commune et communale et ceci à défaut d'incompétence et sous réserve que les prestations n'interviennent pas dans un secteur concurrentiel soumis à la réglementation des marchés publics.

Dans un souci d'efficacité et de rationalisation des moyens, plusieurs communes membres de la Communauté de Communes Terres Toulaises ont souhaité, depuis le 1^{er} janvier 2019, bénéficier des services de la Ville de Toul, compétente en la matière, en vue d'assurer le service d'instruction de leurs Autorisations du Droit des Sols (ADS) et le partager avec elles. Des conventions couvrant la période 2019-2021 ont permis de définir les conditions et modalités de l'instruction des ADS pour cette période. Cette entente a été renouvelée pour la période pour la période 2022-2024, cette dernière étant arrivée à échéance le 31 décembre 2024.

Dès lors, il est ainsi proposé que la Ville de Toul continue d'assurer le service rendu depuis le 1^{er} janvier 2019 pour l'ensemble des communes contractantes membres de la Communauté de Communes Terres Toulaises. Cette mesure apparaît la plus pertinente à ce jour car elle permet d'utiliser les compétences existantes et de capitaliser sur l'expérience et l'expertise acquises depuis 6 ans.

Après présentation du bilan triennal de l'ADS Toulais, le 28 novembre 2024, il a été convenu de la reconduction de l'entente pour la période 2025-2027. En outre, de nouvelles modalités de fonctionnement ont été soit proposées par le service instructeur, soit sollicitées par les communes à savoir :

- Possibilité d'instruire les demandes d'enseignes, pré-enseignes et publicité suite au transfert aux communes de la compétence « police de la publicité »
- Renouvellement tacite des conventions arrivées à échéance
- Possibilité de tenir à disposition des communes une base de données afin de traiter les contentieux
- Modification du coût de certaines prestations à savoir : revalorisation du coût d'un certificat d'urbanisme opérationnel et diminution du coût d'un transfert d'autorisation (PC ou DP).

Pour ce faire, 3 conventions distinctes seront signées avec les communes intéressées, selon la formule d'intégration souhaitée pour l'instruction de leurs ADS :

OPTION 1 Toutes les ADS. (*BOUVRON/ FONTENOY SUR MOSELLE/ FOUG /JAILLON/ LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG / TRONDES*)

OPTION 2 Toutes les ADS hors Certificats d'Urbanisme de simple information (CUa), qui seront conservés par la commune (*INGERAY/ AVRAINVILLE / BICQUELEY / BOIS DE HAYE / BOUCQ / BRULEY / DOMGERMAIN / ECROUVES / LAGNEY / LAY-ST-REMY / MINORVILLE / NOVIANT-AUX-PRES / PIERRE-LA-TREICHE / SANZEY / TREMBLECOURT*)

□ OPTION 3 Toutes les ADS hors Certificats d'Urbanisme de simple information (CUa) et Déclaration Préalables de Travaux (DP), qui seront conservés par la commune. (ANDILLY/ ANSAUVILLE/ CHAUDENEY / CHARMES LA COTE/ CHOLLOY-MENILLOT/DOMEVRE-EN-HAYE/ DOMMARTIN-LES-TOUL / FRANCHEVILLE / GROSROUVRE/ GYE / LUCEY/ MANONCOURT-EN-W. / MENIL-LA-TOUR / MANONVILLE / PAGNEY DERRIERE BARINE / ROYAUMEIX/ VILLEY-LE-SEC / VILLEY-ST-ETIENNE)

Le coût de fonctionnement du service instructeur, dont les dépenses sont avancées par le budget de la Ville de Toul, donne lieu à un remboursement par les Villes contractantes selon les modalités de règlement fixés par la convention, sur la base d'un tarif forfaitaire par dossier instruit.

Ce coût comprend l'ensemble des frais de fonctionnement liés à l'instruction des ADS hors SIG et notamment les coûts de personnels et de fournitures, ainsi le coût lié à la dématérialisation de l'instruction des ADS rendue obligatoire par la loi ELAN.

Les coûts de maintenance et d'exploitation de ce logiciel, seront ensuite assumés annuellement par la Communauté de Communes.

La durée de la convention est de 3 ans, reconductible sur décision tacite des communes cocontractantes. Un bilan annuel sera réalisé afin d'évaluer le service rendu ainsi que de s'assurer de l'équilibre financier du service. En outre, un comité de pilotage composé des Maires des communes, des DGS et responsables de services concernés des mairies sera mis en place au moins une fois par an.

La finalité de cette convention est de permettre aux membres de traiter communément un sujet d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et les intéressant respectivement afin de mutualiser des moyens dédiés à l'exploitation d'un service public en l'occurrence l'instruction des ADS.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

APPROUVE le renouvellement de la convention liant la Commune à la Ville de Toul pour l'instruction des Autorisations du Droit des Sols mentionnées dans la convention annexée à la présente délibération pour la période 2022-2024.

APPROUVE le choix de l'option n°1

AUTORISE le Maire à signer la convention à intervenir ainsi que tout document relatif à ce dossier qu'il soit administratif, financier ou budgétaire.

2025-004 : DOMAINE ET PATRIMOINE – Convention de servitude avec Enedis pour travaux réalisés par RICOM

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, Enedis a mandaté la société RICOM afin d'installer une canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 2 096 mètres.

Cette canalisation passe sur des parcelles appartenant à la commune. Il s'agit des parcelles suivantes : AE 366, AI 625, AK 566, H 134 et H 135 pour lesquelles la société Ricom sollicite l'établissement d'une convention de servitude.

Enedis versera à la commune une compensation de 3 223 € et la servitude sera publiée au bureau des hypothèques par acte authentique par les soins d'Enedis.

Vu la proposition de convention de servitude

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à signer la convention de servitude avec Enedis pour les travaux réalisés par Ricom.

2025-005 : DOMAINE ET PATRIMOINE – Convention de servitude avec Enedis pour travaux réalisés par BOIRON

L'entreprise BOIRON a été mandatée par Enedis pour réaliser l'enfouissement de la ligne moyenne tension – Neuf Moulin/Rue du Stade.

Cet enfouissement passe sur une parcelle appartenant à la commune. Il s'agit de la parcelle suivante : AH 67 pour laquelle l'entreprise Boiron sollicite l'établissement d'une convention de servitude.

Enedis versera à la commune une compensation de 200 € et la servitude sera publiée au bureau des hypothèques par acte authentique par les soins d'Enedis.

Vu la proposition de convention de servitude

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à signer la convention de servitude avec Enedis pour les travaux réalisés par l'entreprise Boiron.

INFORMATIONS DIVERSES :

- Remerciements divers (colis des personnes âgées, repas des Aînés, subvention aux associations,...)
- Vœux 2025
- Le Maire informe de la future création de 2 postes d'adjoints techniques à temps complet et d'1 poste de 15 heures.
- Le Maire remercie les bénévoles pour l'organisation et le service du repas des Aînés qui a été très apprécié. La date retenue pour l'an prochain est le 30 janvier 2026.
- M. Neumann donne les informations suivantes :
 - o Vendredi 21/02 : concours de tartes et de soupes + remise des lots des maisons fleuries et illuminées
 - o Dimanche 23/02 : théâtre à la salle Jean Ferrat
- M. Chatignon interpelle l'assemblée sur le feu tricolore installé à l'entrée de Foug rue du 334 ème RI qui lui semble dangereux et qui propose qu'un ralentisseur soit installé à la place. M. le Maire et M. Laurent répondent que la dangerosité ne vient pas du réglage du feu mais du fait que les automobilistes ne le respectent pas. M. Christophe précise aussi que la commission travaux travaille sur la sécurisation routière de la commune.

Séance levée à 19 h 10